



**MVAB - Association loi 1901**  
**Siège social :** mairie de Blandy-les-Tours 77115  
**Présidente :** Martine Turgis - 06 22 28 94 40  
**Trésorière :** Nathalie Lombardo - 06 61 75 00 11  
[mvablandy@gmail.com](mailto:mvablandy@gmail.com)  
n°siret : 513 108 4720 00012

**<http://www.mieuxvivreablandy.fr>**

Les propositions, ci-dessous, vont dans le sens du changement de modèle agricole voulu par une très grande majorité des Français-es. Pour appuyer les revendications de cette tribune parue dans le journal Libération **une pétition a été lancée** en parallèle. C'est le soutien massif des citoyen-ne-s qui permettra de peser sur les négociations de la PAC et pour la mise en place de ces mesures à différents niveaux par tous les acteurs.

A défaut de participer à la [marche citoyenne](#) organisée à Paris ce samedi 17 octobre 2020 de Bastille à Nation, **signez et faites signer à vos adhérents la pétition** "[Pour une agriculture écologique indissociable du progrès social !](#)" et participez aussi au [cycle de conférences en ligne](#) :

## Une agriculture écologique, indissociable du progrès social

### Liste complète des organisations signataires

Parmi les signataires : José Bové, Cyril Dion, Marie-Monique Robin, Olivier de Schutter, Jean Ziegler,

- Alerte Médecins Pesticides, - Alteritees, - Alternatiba, - ANV COP21
- Association Label Vie, - Atelier CAPACITES, - ATTAC, - Bio Consom'Acteurs
- CAC Collectif des Associations Citoyennes, - CADTM France, - CNNR
- Coalition Jeunes Climat, - Colibris, - Collectif Arcois pour la Planète
- Collectif de défense de l'élevage paysan et des animaux de ferme
- Collectif Pour Le Triangle De Gonesse, - Collectif Vietnam-Dioxine
- Combat Monsanto, - Commerce Equitable France, - Commune de Mouans-Sartoux
- Confédération paysanne, - Coordination eau Île-de-France, - Eau & Rivières de Bretagne
- Extinction Rebellion France (Campagne Résilience Alimentaire), - FAIR[e]
- Fédération Artisans du Monde, - Fédération Nationale d'Agriculture Biologique
- Foodwatch, - **France Nature Environnement dont MVAB est membre** - Génération Climat, - Générations futures, - Gilets Jaunes 77, - Greenpeace France
- Groupement CARMA Gonesse (Pays de France), - Ingénieurs sans frontières
- Jeunes Agroécologistesn, - Justice Pesticides, - Les Amis de la Terre France
- Les Ami.e.s de la Confédération paysanne, - Mouvement Inter-Régional des AMAP, - Mouvement Utopia, - Nature & Progrès, - Nature Rights, - Notre Affaire à Tous, - Novissen
- Objectif Zéro OGM, - PEPS Pour Une Écologie populaire et Sociale
- Pleine Mer, - Pollinis, - Ragster, - REFEDD, - Réseau Civam, - Résilience France
- Revue Les Z'indigné(e)s, - Slowfood Paris, - SNETAP FSU, - SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires, - Terre de liens Ile-de-France, - Unis pour le Climat
- Ymmediat, - Youth For Climate,

# **Plusieurs associations et collectifs lancent un mouvement citoyen le samedi 17 octobre pour changer de modèle agricole. Pour garantir à tous une alimentation saine, ils appellent notamment à revoir la politique agricole commune pour qu'elle soutienne des exploitations à taille humaine.**

Manger est un besoin quotidien vital si essentiel qu'on oublie parfois combien le satisfaire peut devenir difficile au moindre grain de sable dans les rouages. Un grain aussi petit qu'un virus, par exemple.

La crise sanitaire a mis en exergue la vulnérabilité de notre système agricole et alimentaire. Le nombre de demandeur·euse·s de l'aide alimentaire, au nombre de 5,5 millions avant la crise, est passé à environ 8 millions de personnes : l'accès à une alimentation de qualité pour tou·te·s est encore loin d'être garanti. Les agriculteur·rice·s et éleveur·ses qui ont continué à travailler pour nous nourrir, souffrent souvent d'une grande précarité, près d'un quart d'entre eux vivant sous le seuil de pauvreté. En 2019, on comptait plus d'un suicide d'agriculteur·rice par jour, soit 20 % de plus que dans le reste de la population.

## **L'impact du changement climatique**

Parallèlement, alors que l'agriculture mondiale est à l'origine de 24 % des émissions de gaz à effet de serre, le changement climatique touche déjà durement celle-ci, et va marquer encore plus fortement les pratiques et rendements agricoles. Pourtant, les politiques actuelles ne prennent pas en compte ces bouleversements qui sont appelés à s'intensifier, comme peut en témoigner la récente décision du gouvernement de réintroduire pour les cultures betteravières des pesticides dangereux (néonicotinoïdes), interdits en 2018.

Nous devons changer de paradigme, à tous les échelons possibles : européens, nationaux, mais aussi territoriaux. D'ici fin 2021, la Politique agricole commune (PAC) sera renégociée à la fois au niveau européen et au niveau national. C'est l'occasion ou jamais d'exiger qu'une autre agriculture soit mise en place. Le samedi 17 octobre, lendemain de la journée mondiale de l'Alimentation, est le moment idéal pour lancer un vaste mouvement citoyen exigeant un changement du modèle agricole.

L'agriculture que nous appelons de nos vœux est au service d'une alimentation de qualité, saine et accessible à toutes et tous. Elle rémunère correctement les travailleur·ses et revalorise ses métiers. Cette agriculture paysanne écologique, dont fait partie l'agriculture biologique, répond aux enjeux de santé, d'environnement et de biodiversité. Elle permet à chacun·e de consommer local, de saison, et construit notre résilience alimentaire face aux crises.

Notre organisation sociale doit également changer fondamentalement pour recréer un équilibre territorial propice à une société plus juste, durable et humaine. L'agriculture telle que nous la promovons pourra créer plus d'un million d'emplois pérennes, non délocalisables, désengorger le milieu urbain et dynamiser des zones rurales à ce jour abandonnées par l'État.

## **12 revendications pour une transition agricole et alimentaire**

Pour cela, nous appelons les pouvoirs publics, à tous les échelons, à suivre nos propositions comme un ensemble cohérent pour la transition agricole et alimentaire. Des revendications déjà portées par de nombreux collectifs et associations, comme la plateforme Pour une autre PAC, ou encore la Convention citoyenne pour le climat. Ainsi, nous demandons :

1. l'abandon des accords internationaux de libre-échange tels que le Ceta et le Mercosur ;
2. la revalorisation du travail des agriculteur·rice·s afin qu'il·elles puissent privilégier la qualité à la quantité, tout en vivant dignement de leur activité, par une régulation des marchés (quotas laitiers par exemple) et des relations commerciales assurant des prix agricoles stables et rémunérateurs couvrant les coûts de production ;
3. la priorisation d'une agriculture paysanne avec des parcelles à taille humaine, notamment par le remplacement, dans le cadre de la PAC, des aides à l'hectare par des aides à l'actif plafonnées par exploitation, pour soutenir l'emploi et l'installation, et non encourager l'agrandissement et l'industrialisation des structures agricoles ;
4. l'accompagnement immédiat par l'État des agriculteur·rice·s vers des pratiques relevant de l'agroécologie paysanne dont l'agriculture biologique, via des enseignements et formations rénovées et un soutien financier, y compris pour la labellisation en bio des structures agricoles ;
5. la relocalisation de l'alimentation des animaux d'élevage (application réelle du plan protéines végétales, zéro déforestation importée, lien au sol obligatoire) ;
6. la création d'une sécurité sociale de l'alimentation permettant à tous les citoyen·ne·s d'accéder à une alimentation de qualité, diminuant les risques de maladies induites par une alimentation industrielle, ultra-transformée et déséquilibrée et part la dégradation de l'environnement liée à l'agriculture intensive ;
7. la reprise par les communes des terres agricoles abandonnées pour une conversion à l'agriculture biologique et un moratoire sur les projets imposés et polluants entraînant l'artificialisation des terres agricoles et forestières sur les territoires ;
8. la réévaluation des critères des commandes publiques afin de favoriser les circuits courts, les produits saisonniers et bio et une alimentation équilibrée donnant plus de place aux protéines végétales, notamment dans la restauration collective ;
9. l'interdiction effective de production et importation de produits issus du brevetage du vivant (OGM) ;
10. l'interdiction immédiate des pesticides les plus dangereux pour la santé (CMR et perturbateurs endocriniens) et pour les pollinisateurs, un soutien massif aux paysan·ne·s pour les accompagner dans la transition et l'affranchissement des pesticides de synthèse à courte échéance, avec notamment le développement d'alternatives naturelles à ces produits ;
11. la reconnaissance et la prise en charge des victimes des pesticides de synthèse et autres produits toxiques utilisés dans le milieu agricole ;
12. l'introduction de règles ambitieuses améliorant la bienveillance animale en concertation entre monde paysan, consommateur·rice·s et associations de bien-être animal (abattage de proximité, accès à l'extérieur, etc.).

Le jeudi 24 septembre 2020, le journal Libération publiait la tribune [\*\*“Une agriculture écologique, indissociable du progrès social”\*\*](#), *article repris ci-dessus*, co-écrite par la **Confédération Paysanne, Notre Affaire à Tous, France Nature Environnement dont MVAB est membre, Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, ATTAC, Mouvement Inter-Régional des AMAP, Générations Futures, Greenpeace France, Combat Monsanto et Vietnam Dioxine.**

Elle est aussi soutenue par d'autres organisations telles que Les Amis de la Terre, Alternatiba, Extinction Rebellion, Artisans du Monde, Foodwatch, Terre de Liens ou Nature & Progrès. De nombreuses personnalités ont également signé la tribune, dont **José Bové, Jean Ziegler,**

**Olivier de Schutter** ou encore **Marie-Monique Robin**..

Cette tribune propose une série de **12 mesures** qui vont dans le sens du changement de modèle agricole voulu par une très grande majorité des Français·es.

Ces propositions sont pour la plupart portées par la plateforme associative [Pour une Autre PAC](#), qui représente 42 organisations de la société civile, dans les négociations pour la rédaction du [Plan Stratégique National \(PSN\)](#). Celui-ci est la déclinaison nationale de la **Politique Agricole Commune (PAC)**, et la première version du texte sera publiée en janvier, puis à nouveau renégociée avec les différentes parties prenantes.

Nous avons une chance unique d'influencer la rédaction de la prochaine PAC (2021-2027). Transformer la PAC nous permettrait d'entamer la transition agricole sur tous les territoires que nous souhaitons ! Pour l'accès de toutes et tous à une alimentation saine, pour une meilleure santé des consommateur·trices et des agriculteur·trices, pour la souveraineté alimentaire de nos territoires, pour le respect de l'environnement et de la biodiversité.

**Le futur de notre assiette se joue maintenant ! Le pouvoir est entre nos mains !**

Cette pétition vise à soutenir les revendications énoncées dans la tribune et porter ainsi la voix des citoyen·nes jusqu'au coeur des négociations sur la PAC, grâce à la plateforme Pour une Autre PAC.

Elle est adressée à :

- **Emmanuel Macron**, président de la République
- **Jean Castex**, Premier ministre
- **Julien Denormandie**, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- **Barbara Pompili**, ministre de la Transition Écologique
- **Olivier Véran**, ministre des Solidarités et de la Santé
- **Bruno Le Maire**, ministre de l'Économie et des Finances
- **Jean-Yves Le Drian**, ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères
- **Elisabeth Borne**, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion
- **Jacqueline Gourault**, ministre de la Cohésion des Territoires
- **Annick Girardin**, ministre de la Mer
- **Frédérique Vidal**, ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

**Pour faire naître l'espoir dont nous avons besoin, signez cette pétition et partagez-la au maximum autour de vous.**

**Parce que manger sainement est un droit et non un choix.**